

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/DS/W/31  
22 janvier 2003

(03-0358)

Organe de règlement des différends  
Session extraordinaire

Original: anglais

## PROPOSITION VISANT À CLARIFIER ET À AMÉLIORER LE MÉ MORANDUM D'ACCORD SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉREND S - LE SYSTÈME DES GROUPES SPÉCIAUX

### Communication de la Thaïlande

La Mission permanente de Thaïlande a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 15 janvier 2003.

#### I. INTRODUCTION

1. L'une des propositions qui ont été faites par les Communautés européennes et leurs États membres en vue d'améliorer le Mé morandum d'accord sur le règlement des différends de l'OMC, qui figure dans le document TN/DS/W/1, consiste à établir un système de membres permanents comme solution de rechange au système qui préside actuellement à la composition des groupes spéciaux en vertu du Mé morandum d'accord.

2. Compte tenu des vues exprimées par les Membres dans les débats formels et les débats informels, la proposition de la Thaïlande associe divers éléments du système actuel aux modalités proposées par les CE; on pourrait avoir recours ou non à cette option pour favoriser une évolution plus graduelle du système actuel, eu égard aux préférences indiquées par les Membres de l'OMC qui sont parties aux différends.

3. L'incidence du système alternatif proposé serait minime, car la liste indicative actuelle des personnes appelées à faire partie de groupes spéciaux serait maintenue afin de faciliter le choix d'experts aptes à faire partie de groupes spéciaux. En outre, une liste de présidents de groupes spéciaux serait établie; celle-ci comprendrait des personnes expérimentées qui seraient disposées à présider des groupes spéciaux à titre régulier.

#### II. APERÇU

4. Le système envisagé offrirait aux parties un plus large éventail d'options en ce qui concerne la composition des groupes spéciaux. La pratique actuelle serait maintenue (c'est-à-dire accord mutuel sur l'ensemble de la composition du groupe spécial à partir des désignations proposées par le Secrétariat, ou composition du groupe spécial par le Directeur général à la demande de l'une ou l'autre partie), mais une autre option permettrait à une partie de demander que le président du groupe spécial soit désigné par tirage au sort. Une fois que le président du groupe spécial aurait été désigné, les parties pourraient poursuivre le processus de composition du groupe spécial à partir des désignations proposées par le Secrétariat ou en demandant au Directeur général de désigner les autres membres.

5. Ce système comporterait les avantages suivants:

- a) Les parties maîtriseraient davantage le processus de composition du groupe spécial et conserveraient le droit d'exiger que la composition du groupe spécial intervienne dans un délai de 30 jours après l'établissement du groupe spécial.
- b) Les parties conserveraient la possibilité d'accepter les personnes désignées par le Secrétariat et pourraient avoir recours à un système automatique plus souple pour former le groupe spécial, du fait de l'existence d'une liste de présidents plus dévoués et expérimentés.
- c) Les parties auraient en outre la possibilité de demander la désignation d'un président expérimenté à n'importe quelle étape du processus de composition du groupe spécial, tout en conservant la possibilité de s'entendre sur les personnes qui ont les compétences nécessaires dans le domaine qui intéresse les accords visés pertinents.

### **III. PROPOSITION AYANT TRAIT À UN NOUVEAU PROCESSUS DE COMPOSITION DES GROUPES SPÉCIAUX**

6. L'ORD approuvera une "liste de présidents" comprenant des personnes qui pourront être désignées par tirage au sort pour présider un groupe spécial. Le nombre de personnes figurant sur la liste sera revu en fonction du volume de la demande de désignations à partir de la liste. Une liste indicative de candidats susceptibles de figurer sur la liste sera établie par le Directeur général; tous devraient avoir les qualifications, l'expérience et les compétences particulières dont il est fait état à l'article 8 du Mémoire d'accord et avoir déjà fait partie d'un groupe spécial; ils devraient aussi pouvoir se libérer sur demande pour présider un groupe spécial.

7. Une personne figurant sur la liste ne sera pas désignée par le Secrétariat pour faire partie d'un groupe spécial au titre de l'article 8:6 du Mémoire d'accord. Une personne figurant sur la liste pourra faire partie d'un groupe spécial composé par le Directeur général conformément à l'article 8:7 du Mémoire d'accord, à condition que cette personne soit choisie par tirage au sort.

8. En application de l'article 8 du Mémoire d'accord, les parties à un différend pourront convenir de la composition d'un groupe spécial ou s'entendre sur les personnes qui en feront partie, eu égard aux désignations proposées par le Secrétariat conformément à l'article 8:6 du Mémoire d'accord.

9. Si un accord sur la composition du groupe spécial n'intervient pas dans un délai de 20 jours après la date d'établissement du groupe, l'une ou l'autre des parties au différend pourra demander au Directeur général de prendre les mesures nécessaires dans un délai de dix jours après la date à laquelle il aura reçu cette demande afin:

- a) de désigner le président du groupe spécial par tirage au sort à partir de la liste des présidents mentionnée au paragraphe 6; ou
- b) de déterminer la composition du groupe spécial conformément à l'article 8:7 du Mémoire d'accord, en donnant un plein effet à la désignation antérieure d'un président et/ou à tout accord intervenu entre les parties sur le choix d'une personne désignée par le Secrétariat.

10. Lorsqu'il aura reçu des demandes parallèles des parties à un différend concernant la désignation d'un président et la composition du groupe spécial, le Directeur général déterminera la composition du groupe spécial d'entente avec les parties, conformément à l'article 8:7, y compris,

lorsqu'il le jugera approprié, en choisissant un président par tirage au sort à partir de la liste des présidents.

#### **IV. PROJET DE TEXTE JURIDIQUE PROPOSÉ**

11. Les dispositions actuelles de l'article 8 du Mémorandum d'accord semblent offrir une flexibilité suffisante pour que les changements proposés soient apportés sans qu'il soit nécessaire d'amender le Mémorandum d'accord. Il est donc proposé que l'ORD prenne une décision en se fondant sur les éléments qui sont exposés plus haut dans la section III.

---